A-193-79

A-193-79

Imperial Tobacco, Division of Imasco Division (Appellant)

ν

Deputy Minister of National Revenue of Customs and Excise (Respondent)

and

Canadian Textiles Institute (Intervenant)

Court of Appeal, Thurlow C.J., Urie and Ryan JJ.—Ottawa, March 20, 1980.

Customs and excise — Appeal from decision of Tariff c Board — Whether filter rods are properly classified as "textile manufactures" — Broader connotation of word "textile" intended — Customs Tariff, R.S.C. 1970, c. C-41, Schedule A, Item 56300-1.

APPEAL.

COUNSEL:

M. Kaylor for appellant.

E. R. Sojonky for respondent.

J. D. Richard, O.C. for intervenant.

SOLICITORS:

Gottlieb, Agard, Dupras & Kaylor, Montreal, for appellant.

Deputy Attorney General of Canada for respondent.

Gowling & Henderson, Ottawa, for intervenant.

The following are the reasons for judgment of the Court delivered orally in English by

THURLOW C.J.: We do not need to hear you h Mr. Sojonky and Mr. Richard. We have not been persuaded that the majority of the Tariff Board erred in law in concluding that the filter rods here in question were properly classified as "textile manufactures" within the meaning of item i 56300-1 of the Customs Tariff, R.S.C. 1970, c. C-41, Schedule A.

In our view there is no common genus and therefore no basis for the application of the *ejusdem generis* principle to narrow the apparent sense in which the word "textile" and the expression "all

Imperial Tobacco, Division of Imasco Division (Appelante)

a c.

Le sous-ministre du Revenu national pour les douanes et l'accise (Intimé)

et

L'Institut canadien des textiles (Intervenant)

Cour d'appel, le juge en chef Thurlow et les juges Urie et Ryan—Ottawa, le 20 mars 1980.

Douanes et accise — Appel contre une décision de la Commission du tarif — Les bâtonnets pour filtres sont-ils à bon droit qualifiés de «produits textiles»? — Intention de donner une acception plus large au terme «textile» — Tarif des douanes, S.R.C. 1970, c. C-41, liste A, numéro tarifaire 56300-1.

APPEL.

AVOCATS:

M. Kaylor pour l'appelante.

E. R. Sojonky pour l'intimé.

J. D. Richard, c.r. pour l'intervenant.

PROCUREURS:

Gottlieb, Agard, Dupras & Kaylor, Montréal, pour l'appelante.

Le sous-procureur général du Canada pour l'intimé.

Gowling & Henderson, Ottawa, pour l'intervenant.

Ce qui suit est la version française des motifs du jugement de la Cour prononcés à l'audience par

LE JUGE EN CHEF THURLOW: Nous n'aurons pas à vous entendre, Me Sojonky et Me Richard. On n'a pas réussi à nous persuader que c'est à tort, en droit, que la Commission du tarif, à la majorité, a conclu que les bâtonnets pour filtres en cause avaient été à bon droit qualifiés de «produits textiles» au sens du numéro tarifaire 56300-1 du Tarif des douanes, S.R.C. 1970, c. C-41, liste A.

A notre avis il n'y a pas de genre commun à l'énumération et donc rien ne justifie d'appliquer la règle *ejusdem generis* et, par voie de conséquence, de restreindre le sens premier des termes

textile manufactures" are used in the tariff item. Moreover, the use of both the word "woven" and the word "textile" in the same item indicates that these words were not intended to have the same word "textile" has a broader connotation.

The appeal therefore fails and will be dismissed.

et expression «textile» et «tous produits textiles», dans lequel les emploie ce numéro tarifaire. De plus la juxtaposition des termes «tissus» et «textile» dans le même numéro montre bien qu'on n'a pas meaning and in the context it is apparent that the a voulu les assimiler l'un à l'autre; le contexte indique clairement que le terme «textile» a une acception plus large.

L'appel échoue donc et doit être rejeté.